

Unité bidépartementale Eure Orne  
12 rue de Melleville  
27930 Angerville la Campagne

Angerville la Campagne, le

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/02/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **SECVS**

Société d'exploitation des carrières du val de seine  
Lieu-dit Le Bois Badel  
27200 VERNON

Références :

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/02/2022 dans l'établissement SECVS Société d'exploitation des carrières du val de seine implanté Lieu-dit Le Bois Badel 27200 VERNON. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les inspecteurs de la DREAL ont été interpellés sur l'avancement des travaux préparatoires à l'exploitation de la carrière et se rendent sur site pour constater.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SECVS\_ex\_TERH monuments historiques
- Sté d'exploitation des carrières du val de seine Lieu-dit Le Bois Badel 27200 VERNON
- Code AIOT dans GUN : 0003901392
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Sur site, des travaux ont effectivement débuté, mais sans respecter le calendrier et les périodes pour la préservation des différentes espèces floristiques et faunistiques, fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 avril 2021.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- 1- Préparatifs

- 2- Clôture du site
- 3- Aménagements
- 4 et 5- Biodiversité et espèces protégées

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
4- Biodiversité - espèces protégées	Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, titre 10	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1- Préparatifs	Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article 8.3.2	/	Sans objet
2- Clôture du site	Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, articles 8.2.1 et 8.2.2	/	Sans objet
3- Aménagements	Arrêté du 23/04/2021, article chapitre 8.1	/	Sans objet
5- Biodiversité - espèces protégées suite	Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, titre 10	/	Sans objet

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Les travaux de clôture doivent être poursuivis.

La signalisation du site et son bornage sont à réaliser.

Aussi, les aménagements pour les préparatifs sont à poursuivre ; puis l'exploitant devra notifier la mise en exploitation de son site.

Une réunion de la commission locale de concertation et de surveillance (CLCS) est à organiser par l'exploitant avant la mise en exploitation.

Certains aménagements ont été réalisés sans respecter le calendrier pour la préservation des espèces protégées faunistiques et floristiques. Certains peuvent être corrigés immédiatement (implantation de haies devant les 2 cavités et hibernaculæ pour le lézard des murailles) et d'autres sont à bien planifier (prévoir un calendrier précis, par mois, des actions à mener). Pour le dépôt des chutes de taille sur la friche herbacée, il est préférable maintenant d'attendre la fin d'été pour les déplacer.

L'ORE et le contrat de compensation, signés, doivent être transmis à l'inspection et à la DREAL/SRN.

**2-4) Fiches de constats**

## Nom du point de contrôle : 1- Préparatifs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article article 8.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, travaux préparatoires
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 8.3.2. Travaux préparatoires Les travaux préparatoires à la mise en exploitation sont réalisés en premier lieu : les algécos sont enlevés du carreau de la carrière et le hangar métallique est démantelé. La dent accolée aux anciennes installations est déposée depuis le carreau et servira à la constitution de la rampe d'accès. La dalle béton située sur la partie flanc Nord sera aménagée pour le tri et le stockage des matériaux issus de l'exploitation. Le pilier électrique à l'entrée du site, non relié, est déposé par les services compétents.
<b>Constats :</b> Depuis la dernière inspection du 4 novembre 2021, quelques aménagements ont été réalisés (voir planche photographique en annexe) : - les algécos avaient déjà été enlevés du carreau de la carrière, <b>==&gt; il est rappelé à l'exploitant qu'aucune installation ne doit être ré-installée sur le site ;</b> le front de taille est trop proche et les installations pour le personnel (vestiaires, sanitaires, réfectoire, bâtiment de vie, véhicules,...) sont situées au siège social, de l'autre côté de la route suivant les articles 4.2.2 et 7.5.4, - le hangar métallique a été démantelé, laissant apparaître l'entrée de la cavité Notre Dame, - la dent accolée n'a pas encore été déposée le jour de l'inspection, - la dalle béton du flanc Nord a été aménagée ==> voir constat 4 sur la biodiversité, - la pilier électrique a été déposé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## Nom du point de contrôle : 2- Clôture du site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article articles 8.2.1 et 8.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Clôture
<b>Prescription contrôlée :</b> CHAPITRE 8.2 Sécurité L'ensemble des mesures de sécurité mentionnées aux articles ci-après est mis en place avant le démarrage de la préparation de la phase 1 d'exploitation.  Article 8.2.1. Accès à la carrière Le site est entièrement clôturé sur la totalité de sa périphérie. L'accès au site d'exploitation se fait par la route départementale RD 313 puis par la voie communale n° 3 (VC n° 3 ou route de la Queue d'Haye). L'accès à la voirie publique est aménagé, en accord avec le service gestionnaire compétent, de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique. Cet aménagement comprend notamment la mise en place d'une signalisation adaptée. Par ailleurs, toute disposition est prise afin de rendre possible l'accès des engins de secours à partir de la voie publique. Les véhicules ne doivent pas être sources de nuisances ou de dangers. Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Des dispositions sont à prévoir telles que le nettoyage, autant que de besoin, des voiries publiques. L'écoulement des eaux pluviales doit faire l'objet d'aménagement afin d'éviter le ruissellement sur la chaussée. La contribution de l'exploitant à l'entretien et à la remise en état des voiries est réglée conformément à l'article L. 131-8 du Code de la voirie routière. La circulation interne et externe figure sur un plan de circulation interne et externe tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. L'accès vers le siège social y est indiqué.  Article 8.2.2. Interdiction d'accès Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. L'accès à l'exploitation, ainsi qu'à toute zone dangereuse, est interdit au public. En particulier, une clôture solide et efficace ou tout autre dispositif équivalent est mis en place autour des zones dangereuses, notamment des chantiers de découverte ou d'exploitation. Un portail est installé à l'entrée du site. Des pancartes indiquant le danger sont apposées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Il est interdit de laisser à des tiers l'utilisation de la carrière avant le terme de l'exploitation.
<b>Constats :</b> L'exploitant a commencé la réalisation de la clôture : <ul style="list-style-type: none"><li>- sur le devant du site, la végétation a été nettoyée (voir constat 4 sur les espèces envahissantes), ce qui laisse apparaître des barrières grillagées de chantier ⇒ ceci ne constitue pas une clôture,</li><li>- sur le côté droit en regardant la carrière, des poteaux bois avec 4 fils barbelés ont été installés jusqu'au virage de la route environ ⇒ les fils sont trop espacés, en rajouter au moins 2,</li><li>- des barrières de chantier servent de portail d'entrée ⇒ un "vrai" portail d'entrée, avec moyen de fermeture à clef doit être installé à l'entrée du site,</li></ul> <b>⇒ le site doit être clôturé sur la totalité de sa périphérie, en haut du site également, par une clôture solide et efficace, pour en interdire l'accès au public.</b>  Par ailleurs, aucune signalisation sur la route d'accès VC3, ni aménagement pour l'accès du site, n'ont encore été mis en place. Aucun plan de circulation n'est présenté ==> à mettre en place.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Nom du point de contrôle : 3- Aménagements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article chapitre 8.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, aménagements avant exploitation
<p><b>Prescription contrôlée :</b> CHAPITRE 8.1 aménagements Article 8.1.1. Information du public L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• son identité,</li><li>• la référence de l'autorisation,</li><li>• l'objet des travaux,</li><li>• l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.</li></ul> <p>Article 8.1.2. Bornage L'exploitant est tenu de placer des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation et de la zone d'extraction. Une borne de nivellement clairement identifiable, permettant à tout moment d'apprécier le niveau du fond de fouille, doit également être posée et sa cote évaluée. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.</p> <p>Article 8.1.3. Déclaration de mise en service et constitution des garanties financières Avant le début de l'exploitation, l'exploitant est tenu d'informer l'inspection des installations classées de la constitution des garanties financières conformément à ce que demande l'article 1.5.3 du présent arrêté préfectoral. La mise en service de l'installation est réputée réalisée dès qu'ont été achevés les aménagements et équipements tels qu'ils sont précisés aux articles 4 à 7 de l'arrêté du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières, éventuellement complétés par des travaux précisés par l'arrêté d'autorisation. L'exploitant notifie au préfet et au maire des communes concernées la mise en service de l'installation.</p>
<p><b>Constats :</b> Article 8.1.1 : L'exploitant a affiché sur la grille d'entrée, un extrait papier de l'arrêté d'autorisation (voir planche photographique en annexe) ⇒ ceci ne constitue pas un <b>"vrai" panneau</b> suivant l'article 8.1.1. ==&gt; à réaliser</p> <p>Article 8.1.2 : <b>Aucune borne</b> définissant le périmètre de l'installation n'a encore été installée. L'exploitant déclare avoir signé l'achat des terrains le 6 décembre 2021 et présente un plan avec la division des différents lots (lot 1 cédé à TERH, superficie 10 980 m<sup>2</sup>, parcelle AC26 – sans le lot 4 des Cascades).</p> <p>Article 8.1.3 : - L'exploitant a transmis à l'inspection par courrier du 21 décembre 2021 l'original de l'acte de cautionnement des garanties financières (21 467 € pour la période 0 à 5 ans, jusqu'au 31/12/2026, avec la banque CIC Nord Ouest de Cergy Pontoise). - Les aménagements préliminaires ne sont pas terminés. ⇒ <b>il est rappelé à l'exploitant que lorsque ceux-ci seront terminés, il devra en informer par écrit le préfet (et l'inspection) et le maire de Vernon du début de la mise en exploitation de la carrière.</b> L'exploitant envisage pouvoir <u>débuter les travaux d'exploitation en septembre 2022</u> ; une Commission Locale de concertation et de Suivi (<b>CLCS</b>) doit être organisée à la fin des travaux préparatoires, <b>soit avant la mise en exploitation</b> par l'exploitant suivant le chapitre 2.8 de l'arrêté préfectoral, <b>soit vers la fin d'été, et les aménagements validés.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** 4- Biodiversité - espèces protégées

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article titre 10

**Thème(s) :** Risques chroniques, espèces protégées

**Prescription contrôlée :**

Dérogation espèces protégées à détruire, altérer, dégrader les aires de repos ou sites de reproduction et à perturber intentionnellement et ou détruire des spécimens des espèces protégées suivantes :

- chiroptères
- Pouillot fitis
- Rossignol Philomène
- Roitelet triple bandeau
- Lézard des murailles

mesures d'évitement 1 à 2

mesures de réduction 1 à 7

mesure de compensation 1

mesures d'accompagnement 1 à 4

mesures de suivi 1 à 5

**Constats :**

Les dispositions du titre 10 sur la dérogation espèces protégées sont examinées avec l'inspecteur DREAL eau et nature du Service Ressources Naturelles ; celui-ci a été alerté par le Groupe Mammalogique Normand (GMN) qui s'est aperçu que des travaux avaient été réalisés par l'exploitant sur l'entrée des cavités formant les abris des chauves-souris (voir planche photographique en annexe). Ces travaux devaient être réalisés entre avril et septembre 2021, mais le planning a été décalé.

L'exploitant reconnaît avoir fait récemment des travaux sans consulter le GMN, mais s'est arrêté depuis (en fait, les travaux sont terminés).

Travaux :

Les bâches plastiques qui étaient à l'entrée de la cavité des Cascades ont été enlevées en hiver et un mur en parpaings a été réalisé. Il ne peut être exclu :

- une destruction de chauves-souris pouvant se trouver dans les bâches. Bâches, qui auraient dû être enlevées par le Groupe Mammalogique Normand (GMN) entre les mois d'avril à septembre ;
- une perturbation des chauves-souris qui a pu engendrer leur réveil anticipé avec l'impossibilité de trouver des sources d'alimentation pouvant entraîner une hausse de la mortalité printanière.

⇒ **non respect du chapitre 10.4 - mesure d'évitement n° 2. Le calendrier de travaux pour la préservation des chiroptères n'a pas été suivi ;** Il faut éviter tout travaux pendant la période d'hibernation (d'octobre à mars inclus) où les chauves-souris sont dans les cavités et hibernent.

Le hangar à l'entrée de la cavité Notre-Dame a été démantelé et un mur en parpaings a été construit par l'exploitant cet hiver pour fermer l'accès. Comme pour les Cascades, les travaux ont été réalisés pendant la période d'hibernation des chauves souris contrairement aux prescriptions.

⇒ **non respect du chapitre 10.4 - mesure d'évitement n° 2. Le calendrier de travaux pour la préservation des chiroptères n'a pas été suivi.**

Le rideau boisé qui était devant l'entrée de la cavité des Cascades et qui devait servir à masquer l'entrée et préserver les chiroptères semble avoir en partie disparu.

⇒ **non respect du chapitre 10.5 - mesure de réduction n° 3, le rideau boisé est à reconstituer.**

Un stock de pierres et chutes de coupe a été déposé sur le devant gauche de la carrière sur une pelouse calcicole devant faire l'objet d'un évitement géographique, car considéré comme un habitat à enjeu ; Lors des études, le Lézard des murailles, espèce protégée, a été observé au niveau de cette pelouse. On ne peut exclure une mortalité d'individus lors du dépôt des blocs.

⇒ **non respect du chapitre 10.5 - mesure de réduction n° 4.** On ne peut cependant exclure que ces blocs servent désormais d'habitat d'hibernation pour le Lézard. La remise en état de la pelouse doit être réalisée en été/début octobre, période où les reptiles sont les plus mobiles.

La mise en exclus par balisage des habitats et espèces floristiques à enjeu n'a pas été réalisée.

⇒ **non respect du chapitre 10.5 - mesure de réduction n° 4. Les différents balisages doivent être effectifs afin d'éviter tout impact sur ces milieux et espèces.**



<p>Les hibernaculæ pour les lézards des murailles n'ont pas été réalisés.  <b>⇒ non respect du chapitre 10.5 - mesure de réduction n° 6. Les hibernaculæ doivent être construits.</b></p> <p>Le contrat de compensation devant être établi entre l'exploitant et le Groupe Mammalogique Normand n'a pas été signé.  <b>⇒ non respect du chapitre 10.6 - mesure de compensation n° 1. Le contrat signé doit être transmis.</b></p> <p>La haie devant protéger l'entrée de la cavité Notre-Dame n'a pas été plantée.  <b>⇒ non respect du chapitre 10.7 - mesure d'accompagnement n° 2. La haie doit être érigée conformément au dossier de demande d'autorisation environnementale (référence : page 147 de l'annexe 7).</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

**Nom du point de contrôle :** 5- Biodiversité - espèces protégées suite

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article titre 10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, espèces protégées
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Déroger les espèces protégées à détruire, altérer, dégrader les aires de repos ou sites de reproduction et à perturber intentionnellement et ou détruire des spécimens des espèces protégées suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- chiroptères</li> <li>- Pouillot fitis</li> <li>- Rossignol Philomène</li> <li>- Roitelet triple bandeau</li> <li>- Lézard des murailles</li> </ul> <p>mesures d'évitement 1 à 2  mesures de réduction 1 à 7  mesure de compensation 1  mesures d'accompagnement 1 à 4  mesures de suivi 1 à 5</p>
<p><b>Constats :</b>  <u>Autres points :</u>  Mesure de réduction n° 5 : actions de prévention et d'éradication des espèces floristiques exotiques envahissantes  Des buddléia ont été arrachés ou coupés. Le flanc Nord et la partie gauche en arrivant devant la carrière ont été nettoyés et les branchages ont été stockés sur la dalle devant. L'exploitant déclare être en attente de l'avis de la DDTM pour le brûlage (suivant les chapitres 10.5 et 3.1). De très nombreux pieds de buddléia sont encore visibles sur le site et à proximité, notamment sur la partie droite <b>⇒ nettoyage à poursuivre.</b></p> <p>Mesure de compensation n°1 : mise en place d'une Obligation Réelle Environnementale (ORE)  L'exploitant déclare avoir signé l'ORE le 6 décembre 2021 ⇒ à transmettre à l'inspection et au service SRN de la DREAL.  Par ailleurs, l'exploitant déclare avoir signé l'ORE sur 10 ans renouvelable et non 20 ans comme demandé dans l'arrêté. <b>Celle-ci devra bien être renouvelée dans les délais.</b></p> <p>Mesure d'accompagnement n°1 : participation au financement d'actions d'amélioration des connaissances sur les rhinolophidés  Il n'y a pas encore eu d'action identifiée nécessitant une participation de SECVS qui a jusqu'en 2030 pour respecter cette mesure.  <b>⇒ programmer une participation à l'action.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

